



Intervention de Philippe Massein,

Président de la commission AD HOC chargée du suivi des
projets de réforme des institutions et des collectivités
territoriales

Monsieur le Président,
Mes chers collègues,

Je ne surprendrai personne en disant avec force que le groupe socialiste s'associe pleinement à la création d'une commission chargée de suivre les projets de réformes des institutions et des collectivités locales.

Pourquoi ?

Parce que tant sur le fond que sur la forme, cette pure volonté présidentielle relève d'une tentative de manipulation, d'une piteuse mascarade et sans aucun doute d'une violation pure et simple des libertés politiques, démocratiques et républicaines.

Que l'on se comprenne bien.

Nous n'avons aucune objection de principe sur l'intérêt qu'aurait une vraie réflexion, un authentique travail portant sur une évolution des périmètres et des compétences des collectivités territoriales, mais pas celle-là, pas comme ça !

D'abord parce que le populisme qui cherche, en ces temps de crise, à stigmatiser les assemblées d'élus locaux au prétexte de leur coût est démagogique et malsain, et je pèse mes mots.

Ensuite, parce que ce comité pour la réforme des collectivités territoriales ne tire sa légitimité que de la seule volonté du seul chef de l'Etat.

Quel mépris du parlement ! Quel mépris de nos collectivités !

Et que dire de ce travail selon un calendrier contraint, dans une opacité où la consultation est la règle et la concertation totalement absente.

Cet état de fait détestable autorise toutes les hypothèses, toutes les rumeurs, toutes les manipulations dont on sait malheureusement ce pouvoir coutumier.

L'une d'entre elle, Monsieur le Président, mes chers collègues, raye purement et simplement notre région de Picardie de la carte administrative territoriale.

C'est proprement scandaleux et inacceptable.

Certes les élus que nous sommes ne peuvent guère être surpris de ces méthodes autoritaires pour ne pas dire despotiques, mais, outre qu'elles font apparaître le peu de considération du Président de la République pour l'action et le travail des élus du peuple, elles constituent avant tout un mépris profond des Picardes et Picards que l'on entend priver d'identité culturelle et des aides directes qui soutiennent vaille que vaille leur pouvoir d'achat.

Alors, Madame la Présidente du groupe « Aimer la Picardie », c'est vers vous que je me tourne, au moment où plus personne n'ignore votre volonté de conduire l'opposition aux prochaines élections régionales, et je vous pose ces questions auxquelles je vous demande ici et aujourd'hui de répondre.

Etes-vous favorable à ce projet de réformes des institutions locales qui renie le fait régional voulu par Charles DE GAULLE et ressemble de plus en plus à un passage en force, que dis-je à un coup de force ?

Approuvez-vous la disparation pure et simple de la Picardie ?

Etes-vous pour sa vente à la découpe, son éclatement et le rattachement à l'Ile de France du département de l'Oise qui deviendrait ainsi la banlieue de la banlieue ?

Etes-vous favorable au rattachement au Nord-Pas de Calais de la Somme qui perdrait rapidement ses hôpitaux et son université après avoir peut-être perdu son CREPS ?

Etes-vous favorable, enfin, à l'abandon de l'Aisne, ce département dont l'avenir est pourtant intimement lié à celui de la Picardie, à qui en voudrait ?

Pour nous, c'est non, trois fois non, sur le fond comme sur la forme, parce que nous sommes pétris de l'histoire de la Picardie, parce que nous croyons à la justesse et à la pertinence de ces territoires, parce qu'avec eux nous construisons une région qui bâtit sa légitimité sur la volonté de ses acteurs économiques, sociaux et associatifs de créer une identité et un art de vivre en Picardie qui est original et rassembleur.

Vous dites « Aimer la Picardie » mais vous savez, comme nous, qu'en amour, il n'y a que des preuves d'amour.

Alors, prouvez-nous cet amour en répondant clairement, franchement et sans détour à ces questions.

Dites-nous dès aujourd'hui que vous vous opposerez résolument à cette forfaiture et que vous serez demain à nos côtés pour imposer notre volonté commune, celle des Picards, à l'autoritarisme du Président de la République.

Pour notre part, au groupe socialiste, les choses sont claires, dépourvues d'ambiguïté et « **Touche pas à ma Picardie** » est et demeurera notre mot d'ordre dans les semaines et les mois à venir, car on ne touche pas ainsi à la destinée d'une communauté sans pour le moins la consulter.

Faites nous confiance pour que **nous**, nous demandions leur avis aux Picardes et aux Picards.